Journal of Economics, Finance and Management (JEFM)
ISSN: 2958-7360
Vol. 5, No. 6, November 2026
This is an open access article under the CC BY-NC-ND license.

The Impact of Public Expenditure on Poverty Reduction in Mali from 2010 to 2025

Impact des dépenses Publiques sur la réduction de la pauvreté au Mali de 2010 à 2025

Mouctar TRAORE
Centre Universitaire de Recherches Economiques et Sociales (CURES)
Enseignant chercheur à l'Institut Zahed des Sciences économiques et juridiques de Bamako (IZSEJB).

Résumé : Cette étude analyse l'impact des dépenses publiques sur la réduction de la pauvreté au Mali sur la période 2010-2025. Elle part d'un constat paradoxal : malgré l'augmentation progressive des dépenses publiques et les efforts consentis dans les secteurs sociaux et productifs, la pauvreté demeure importante au Mali. La problématique centrale consiste ainsi à déterminer dans quelle mesure les dépenses publiques contribuent effectivement à réduire la pauvreté et quels types de dépenses sont les plus susceptibles d'améliorer les conditions de vie des populations. Pour répondre à cette problématique, l'étude adopte une approche quantitative fondée sur des données secondaires provenant principalement de l'INSTAT, de la BCEAO, de la Banque mondiale, du FMI et du PNUD. L'analyse repose sur une régression linéaire multiple estimée par la méthode des Moindres Carrés Ordinaires (MCO/OLS). Des tests de significativité, de multicolinéarité et de robustesse ont également été mobilisés afin d'apprécier la fiabilité des estimations. Les principaux résultats indiquent une relation négative et statistiquement significative entre les dépenses publiques et le taux de pauvreté, ce qui signifie qu'une augmentation des dépenses publiques est associée à une diminution de la pauvreté.
En définitive, l'étude montre que les dépenses publiques peuvent constituer un levier essentiel de réduction de la pauvreté au Mali, particulièrement lorsqu'elles sont orientées vers les secteurs sociaux, notamment les infrastructures et les investissements productifs. Leur efficacité dépend toutefois de la qualité de leur allocation, de la gouvernance et de la capacité des institutions à transformer les ressources budgétaires en améliorations concrètes du bien-être des populations.
Mots-clés : Dépenses publiques ; réduction de la pauvreté ; investissement public ; développement humain.
Abstract
This study analyses the impact of public expenditure on poverty reduction in Mali over the period 2010–2025. It begins with a paradoxical observation : despite the gradual increase in public expenditure and the efforts made in the social and productive sectors, poverty remains widespread in Mali. The central question is therefore to determine to what extent public expenditure actually contributes to reducing poverty and which types of expenditure are most likely to improve people's living conditions. To address this question, the study adopts a quantitative approach based on secondary data sourced primarily from INSTAT, the BCEAO, the World Bank, the IMF and the UNDP. The analysis is based on a multiple linear regression estimated using the Ordinary Least Squares (OLS) method. Significance, multicollinearity and robustness tests were also carried out to assess the reliability of the estimates. The main results indicate a negative and statistically significant relationship between public expenditure and the poverty rate, meaning that an increase in public expenditure is associated with a reduction in poverty.

Ultimately, the study shows that public expenditure can be a key driver of poverty reduction in Mali, particularly when directed towards social sectors, notably infrastructure and productive investments. Its effectiveness, however, depends on the quality of its allocation, governance and the capacity of institutions to transform budgetary resources into tangible improvements in people's well-being.
Keywords: Public expenditure; poverty reduction; public investment; human development.

Digital Object Identifier (DOI): https://doi.org/10.5281/zenodo.**24013274**

1. Introduction

Les dépenses publiques constituent un instrument de la politique économique, permettant aux États d'orienter la croissance et de réduire les inégalités sociales. Dans les pays en développement, elles sont impératives dans la fourniture de biens collectifs tels que l'éducation, la santé et les infrastructures de base, qui sont des leviers essentiels pour améliorer le bien-être des populations. Selon Musgrave et Musgrave (2020), la fonction redistributive de l'État à travers les dépenses publiques est indispensable pour corriger les déséquilibres socio-économiques et favoriser une croissance inclusive. Cependant, malgré une croissance économique relativement soutenue en Afrique de l'Ouest, les résultats en matière de réduction de la pauvreté restent mitigés. Au Mali, les politiques publiques de lutte contre la pauvreté, notamment le Cadre Stratégique pour la Croissance et la Réduction de la Pauvreté (CSCRP) et le Cadre Stratégique de Relance Économique et de Développement Durable (CREDD), ont permis des avancées, mais les inégalités persistent. L'Observatoire du Développement Humain Durable (ODHD, 2022) souligne que la redistribution des revenus et les dépenses sociales n'ont pas encore produit les effets escomptés sur la réduction significative de la pauvreté, malgré une croissance moyenne de 5,7 % sur les quinze dernières années. Enfin, les études récentes montrent que l'impact des dépenses publiques varie selon les secteurs et leur efficacité dans la mise en œuvre. Traoré et al. (2023) démontrent que les dépenses en infrastructures sociales, notamment dans l'eau, l'assainissement et le logement, ont un effet positif et significatif sur l'Indice de Développement Humain (IDH) à long terme, tandis que celles en éducation présentent des résultats contrastés. De même, l'Institut National de la Statistique (INSTAT, 2023) révèle que les conditions de vie des ménages restent marquées par une vulnérabilité persistante, ce qui justifie l'importance d'analyser la relation entre dépenses publiques et réduction de la pauvreté au Mali dans une perspective empirique.

Malgré les efforts consentis par l'État malien pour accroître les dépenses publiques dans les secteurs sociaux et productifs, la pauvreté demeure persistante et multidimensionnelle. Les statistiques de la Banque mondiale (2022) indiquent que plus de 40 % de la population vit encore en dessous du seuil de pauvreté national, malgré une croissance économique relativement stable. Ce paradoxe interroge sur l'efficacité réelle des dépenses publiques dans l'amélioration des conditions de vie des ménages. En outre, plusieurs études montrent que la composition et l'orientation des dépenses publiques réagissent différemment sur la réduction de la pauvreté. Par exemple, les dépenses en infrastructures de base et en santé ont un effet direct sur le bien-être des populations, tandis que celles en défense ou en administration générale produisent des effets indirects ou limités (Ndulu et O'Connell, 2021). Au Mali, la question se pose de savoir si les allocations budgétaires sont suffisamment ciblées pour répondre aux besoins des populations vulnérables. Ainsi, la problématique peut être dans quelle mesure les dépenses publiques contribuent à la réduction de la pauvreté au Mali, et quels secteurs budgétaires exercent l'impact le plus significatif sur les conditions de vie des ménages au Mali. La question principale de recherche est de savoir, quel est l'impact des dépenses publiques sur la réduction de la pauvreté au Mali entre 2010 et 2025 ? L'objectif principal de cette recherche est d'analyser l'impact des dépenses publiques sur la réduction de la pauvreté au Mali entre 2010 et 2025, afin de déterminer dans quelle mesure les allocations budgétaires contribuent à l'amélioration des conditions de vie des ménages.

2. Méthodologie de recherche

La présente recherche repose principalement sur l'exploitation de **données secondaires**, en raison de contraintes matérielles et financières ne permettant pas la réalisation d'une enquête primaire sur le terrain. Les sources mobilisées proviennent des institutions nationales et internationales reconnues pour la fiabilité de leurs publications, notamment l'**INSTAT**, la **BCEAO**, la **Banque mondiale** et le **FMI.** Ces organismes diffusent régulièrement des données relatives aux **dépenses publiques**, à la **pauvreté**, au **PIB** et à l'**inflation**. Toutefois, il convient de souligner que des divergences peuvent exister entre leurs estimations. Par exemple, les taux de pauvreté publiés par la Banque mondiale diffèrent parfois de ceux de l'INSTAT, ce qui impose une vigilance méthodologique dans l'interprétation et la comparaison des résultats.

Le choix de la période d'étude, **2010–2025**, s'explique par la disponibilité des séries statistiques mais également par la pertinence analytique de cette séquence temporelle, marquée par d'importantes **réformes budgétaires** au Mali. Cette période récente offre des enseignements utiles pour les décideurs publics. Néanmoins, certaines limites doivent être reconnues : les données ne sont pas toujours exhaustives, certaines années présentent des lacunes, et l'accès aux rapports peut être restreint. Ces contraintes méthodologiques peuvent affecter la précision des analyses.

Sur le plan analytique, l'étude mobilise une **régression linéaire multiple** selon la méthode des **moindres carrés ordinaires (OLS).** La variable dépendante retenue est le **taux de pauvreté**, mesuré par la proportion de la population vivant sous le seuil national de pauvreté. La variable explicative principale correspond aux **dépenses publiques**, considérées à la fois dans leur globalité et par secteur. Afin de renforcer la robustesse du modèle, des variables de contrôle telles que le PIB, l'inflation et l'aide extérieure seront intégrées. Cette approche, bien que relativement simple, permet d'évaluer empiriquement l'impact des dépenses publiques sur la réduction de la pauvreté. L'estimation économétrique sera réalisée à l'aide de logiciels spécialisés tels que **Stata 15** ou **EVIEWS**, en fonction des disponibilités techniques. Une étape préalable essentielle consistera à vérifier la qualité et la cohérence des données, car des séries trop incomplètes ou incohérentes risqueraient de compromettre la fiabilité des résultats obtenus.

3. Cadre conceptuel et théorique de l'étude

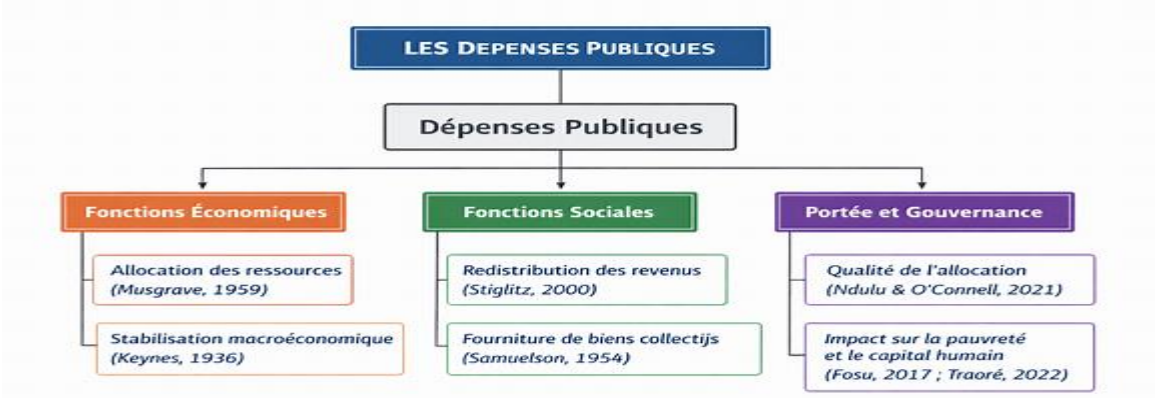
L'analyse de l'impact des dépenses publiques sur la réduction de la pauvreté au Mali suppose une clarification préalable des concepts clés mobilisés. Les **dépenses publiques** constituent un instrument de la politique économique, permettant à l'État d'assurer ses fonctions d'allocation, de redistribution et de stabilisation (Musgrave, 1959). Elles englobent l'ensemble des charges financières engagées pour fournir des biens et services collectifs, soutenir la croissance et réduire les inégalités sociales. Leur typologie fonctionnelle, économique ou sectorielle éclaire les mécanismes par lesquels l'État intervient dans l'économie et oriente les ressources vers des objectifs de développement. La **pauvreté**, quant à elle, ne se limite pas à une insuffisance de revenu mais recouvre des dimensions multiples liées à l'éducation, la santé et les conditions de vie. Sen (1999) la définit comme une privation de capacités essentielles, tandis que l'approche multidimensionnelle d'Alkire et Foster (2011) démontre l'importance d'indicateurs composites. Au Mali, l'INSTAT (2023) mesure la pauvreté à travers le taux de pauvreté monétaire et l'Indice de Développement Humain (IDH), révélant des disparités régionales persistantes. La mise en relation de ces deux concepts, dépenses publiques et pauvreté constitue ainsi le socle théorique et analytique de cette étude.

3.1. Notions de dépenses publiques, définitions et typologies

L'analyse des dépenses publiques constitue une étape incontournable pour comprendre le rôle de l'État dans l'économie et ses effets sur la société. Ces dépenses traduisent la capacité des pouvoirs publics à mobiliser et redistribuer les ressources afin de répondre aux besoins collectifs et de soutenir la croissance. Musgrave (1959) souligne leurs fonctions d'allocation, de redistribution et de stabilisation, tandis que Samuelson (1954) insiste sur leur rôle dans la fourniture des biens collectifs. Dans une perspective plus contemporaine, Stiglitz (2000) rappelle que les dépenses publiques sont également un instrument de correction des défaillances du marché et de promotion de l'équité sociale. La classification des dépenses publiques, qu'elle soit fonctionnelle ou économique, permet de mieux saisir la nature et l'impact de ces flux financiers. Tanzi et Schuknecht (2000) montrent que l'évolution des dépenses traduit les choix politiques et les priorités sociales, tandis que Fosu (2017) souligne leur importance dans la réduction de la pauvreté et l'amélioration du capital humain en Afrique. Au Mali, les rapports de l'INSTAT (2023) et de la BCEAO (2022) mettent en évidence une prédominance des dépenses de fonctionnement, ce qui limite parfois l'impact sur le développement. Cette section vise donc à clarifier les concepts, les typologies et le rôle des dépenses publiques afin de poser les bases théoriques nécessaires à l'analyse de leur impact sur la pauvreté.

3.2. Concepts des dépenses publiques

Les dépenses publiques renvoient à l'ensemble des charges financières mobilisées par l'État et les collectivités territoriales pour assurer leurs missions économiques, sociales et administratives. Elles constituent un instrument de la politique budgétaire, permettant de financer la production de biens et services collectifs, de soutenir la croissance et de réduire les inégalités. Musgrave (1959) démarre avec trois fonctions essentielles, à savoir l'allocation des ressources, la redistribution des revenus et la stabilisation macroéconomique. Samuelson (1954) insiste sur leur rôle dans la fourniture des biens collectifs, dont la nature non-exclusive et non-rivale rend la production par le marché inefficace. Keynes (1936) souligne quant à lui leur importance dans la relance de la demande globale en période de crise, tandis que Stiglitz (2000) rappelle leur fonction redistributive et leur capacité à corriger les défaillances du marché. Dans le contexte africain, Ndulu et O'Connell (2021) mettent l'accent sur la qualité de la dépense, considérée comme aussi déterminante que son volume, et Traoré (2022) montre que l'orientation des dépenses vers les secteurs sociaux et productifs constitue un levier essentiel de réduction de la pauvreté au Mali.



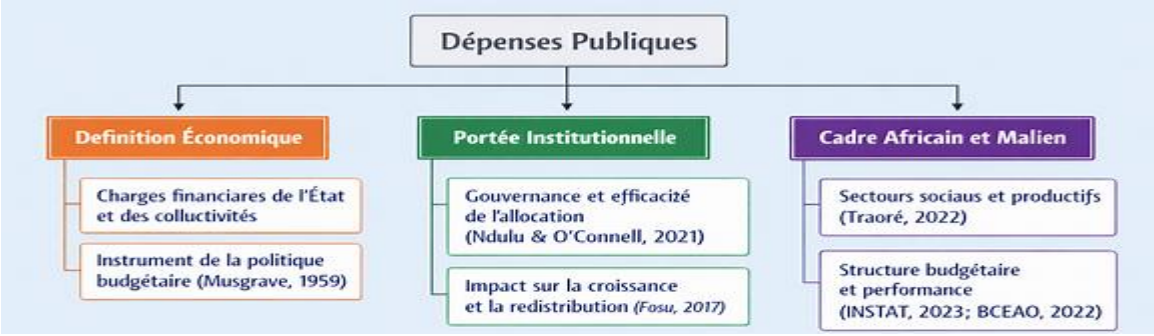
Source : Élaboration propre à partir des travaux de Musgrave (1959)

Figure 1 : Schéma conceptuel des dépenses publiques, Fonctions et portée

3.2.1. Définition et portée

Les dépenses publiques peuvent être définies comme l'ensemble des charges financières engagées par l'État et les collectivités territoriales pour assurer leurs missions de régulation économique et de satisfaction des besoins sociaux. Elles traduisent la capacité des pouvoirs publics à mobiliser des ressources et à les redistribuer sous forme de biens et services collectifs. Selon Musgrave (1959), elles constituent un instrument fondamental de la politique budgétaire, permettant d'assurer l'allocation des ressources, la redistribution des revenus et la stabilisation macroéconomique. Samuelson (1954) insiste sur leur rôle dans la fourniture des biens publics, dont la nature non-exclusive et non-rivale rend leur production par le marché inefficace.

La portée des dépenses publiques dépasse la simple dimension comptable pour s'inscrire dans une logique de gouvernance et de développement. Keynes (1936) montre leur importance dans la relance de la demande globale en période de crise, tandis que Stiglitz (2000) souligne leur fonction redistributive et leur capacité à corriger les défaillances du marché. Dans le cas africain, Tanzi et Schuknecht (2000) rappellent que l'évolution des dépenses reflète les choix politiques et les priorités sociales, et Fosu (2017) montre que leur orientation vers les secteurs sociaux et productifs favorise la réduction de la pauvreté. Au Mali, les rapports de l'INSTAT (2023) et de la BCEAO (2022) confirment que la structure des dépenses publiques reste un indicateur clé de l'efficacité des politiques économiques et sociales.



Source : Élaboré à partir des travaux de Musgrave (1959)

Figure 2: Définition et portée des dépenses publiques, Approche économique et institutionnelle

3.2.2. Fonctions économiques et sociales

Les dépenses publiques remplissent des fonctions essentielles dans l'économie moderne. Musgrave (1959) distingue trois missions principales, à savoir l'allocation des ressources, la redistribution des revenus et la stabilisation macroéconomique. L'allocation permet à l'État de financer des biens et services collectifs que le marché ne peut fournir efficacement, comme l'éducation ou la santé. La redistribution vise à réduire les inégalités sociales par des transferts et subventions, tandis que la stabilisation consiste à réguler la conjoncture économique en agissant sur la demande globale. Keynes (1936) a montré que l'augmentation des dépenses publiques en période de crise constitue un levier de relance, en stimulant la consommation et l'investissement. Au-delà de ces fonctions macroéconomiques, les dépenses publiques sont impératives. Stiglitz (2000) insiste sur leur capacité à corriger les défaillances du marché et à promouvoir l'équité, tandis que Fosu (2017) démontre que les dépenses sociales, lorsqu'elles sont bien ciblées, contribuent à l'amélioration du capital humain et à la réduction de la pauvreté. Dans le contexte africain, Ndulu et O'Connell (2021) rappellent que l'efficacité des dépenses dépend de leur qualité et de leur orientation vers des secteurs productifs. Au Mali, Traoré (2022) et l'INSTAT (2023) soulignent que les dépenses publiques consacrées à l'éducation, à la santé et aux

infrastructures constituent des leviers essentiels pour réduire les disparités régionales et améliorer les conditions de vie des ménages.

Tableau 1: Fonctions économiques et sociales des dépenses publiques

Fonction	Objectifs principaux	Mécanismes d'action	Impact attendu
Fonction économique	Stimuler la croissance, stabiliser l'économie, corriger les défaillances du marché	Investissements publics, politiques de relance, infrastructures	Croissance endogène, stabilité macroéconomique
Fonction sociale	Réduire les inégalités, renforcer la cohésion sociale, améliorer le capital humain	Dépenses d'éducation, santé, protection sociale, transferts	Réduction de la pauvreté, équité et inclusion sociale

Source : INSTAT (2023)

3.3. Rôle des dépenses publiques dans l'économie

Les dépenses publiques occupent une place stratégique dans l'économie puisqu'elles constituent un levier d'action de l'État pour orienter la croissance, réduire les inégalités et renforcer la cohésion sociale. Elles permettent de corriger les défaillances du marché, de stimuler la demande globale et d'assurer une redistribution plus équitable des ressources. Keynes (1936) a montré leur importance dans la relance économique en période de crise, tandis que Stiglitz (2000) insiste sur leur fonction redistributive et leur capacité à promouvoir l'équité. Dans le contexte africain, Ndulu et O'Connell (2021) rappellent que l'efficacité des dépenses dépend autant de leur qualité que de leur volume, et Fosu (2017) souligne que les dépenses sociales bien ciblées favorisent l'amélioration du capital humain. Au Mali, les travaux de Traoré (2022) et les rapports de l'INSTAT (2023) mettent en évidence l'importance des dépenses publiques orientées vers l'éducation, la santé et les infrastructures productives comme leviers essentiels de réduction de la pauvreté et de développement durable.

Tableau 2 : Rôle des dépenses publiques dans l'économie

Catégorie de rôle	Objectifs principaux	Exemples concrets
Rôle macroéconomique	Stimuler la croissance, stabiliser l'activité économique	Politiques de relance, investissements publics, infrastructures
Rôle social	Réduire les inégalités, améliorer le capital humain	Dépenses d'éducation, santé, protection sociale
Rôle institutionnel	Renforcer la gouvernance et l'efficacité de l'État	Fonctionnement administratif, justice, sécurité
Rôle redistributif	Assurer l'équité et la cohésion sociale	Transferts sociaux, subventions, aides aux ménages
Rôle stratégique	Orienter le développement sectoriel et régional	Dépenses agricoles, énergie, télécommunications

Source : Auteur, 2026

3.3.1 Rôle macroéconomique

Les dépenses publiques jouent un rôle fondamental dans la régulation macroéconomique. Elles permettent à l'État de corriger les défaillances du marché, de stimuler la demande globale et de stabiliser l'activité économique. Keynes (1936) a montré que l'augmentation des dépenses publiques en période de crise constitue un levier de relance, en soutenant la consommation et l'investissement. Musgrave (1959) identifie trois fonctions des finances publiques, à savoir l'allocation des ressources, la redistribution des revenus et la stabilisation macroéconomique. Stiglitz (2000) insiste sur leur capacité à réduire les inégalités et à promouvoir une croissance plus inclusive, tandis que Peacock et Wiseman (1961) mettent en évidence leur rôle dans l'ajustement budgétaire face aux chocs économiques. Dans les pays en développement, ce rôle macroéconomique est particulièrement indispensable. Barro (1990) souligne que les dépenses d'investissement peuvent stimuler la croissance endogène, en renforçant les infrastructures et le capital humain. Ndulu et O'Connell (2021) rappellent que l'efficacité des dépenses dépend autant de leur qualité que de leur volume, car une mauvaise allocation peut accentuer les déséquilibres économiques. En Afrique, Fosu (2017) montre que les dépenses sociales bien ciblées contribuent à la réduction de la pauvreté et à l'amélioration du capital humain, renforçant ainsi la stabilité macroéconomique. Au Mali, les rapports de l'INSTAT (2023) et de la BCEAO (2022) confirment que les dépenses publiques orientées vers l'éducation, la santé et les infrastructures productives constituent des instruments essentiels pour soutenir la croissance et réduire les vulnérabilités économiques.

3.3.2. Rôle dans le développement et la réduction de la pauvreté

Les dépenses publiques jouent un rôle déterminant dans le développement économique et social, en particulier dans les pays en développement où elles conditionnent l'accès aux infrastructures de base, à l'éducation et à la santé. Stiglitz (2000) souligne que leur orientation vers les secteurs sociaux favorise l'équité et la cohésion sociale, tandis que Barro (1990) prouve l'impact des dépenses d'investissement sur la croissance endogène. Fosu (2017) insiste sur le fait que les dépenses sociales bien ciblées contribuent à l'amélioration du capital humain et à la réduction de la pauvreté, renforçant ainsi les perspectives de développement durable.

Dans le contexte africain, Ndulu et O'Connell (2021) rappellent que la qualité de la dépense est aussi importante que son volume, car une mauvaise allocation peut accentuer les inégalités et limiter l'impact sur la croissance. Au Mali, Traoré (2022) montre que les dépenses publiques orientées vers l'éducation, la santé et les infrastructures productives constituent un levier essentiel de réduction de la pauvreté et d'amélioration des conditions de vie des ménages. Les rapports de l'INSTAT (2023) et de la BCEAO (2022) confirment que la structure des dépenses publiques manipule directement la capacité de l'État à réduire les disparités régionales et à promouvoir un développement inclusif. Ainsi, les dépenses publiques apparaissent comme un instrument stratégique de lutte contre la pauvreté et de consolidation du développement économique et social.

3.4. Approches multidimensionnelles et capabilités

Les approches multidimensionnelles de la pauvreté visent à dépasser la vision strictement monétaire pour intégrer des dimensions sociales, institutionnelles et humaines. Sen (1999) a proposé la notion de capabilités, définissant la pauvreté comme une privation des libertés réelles permettant aux individus de mener une vie digne. Alkire et Foster (2011) ont opérationnalisé cette approche à travers l'Indice de pauvreté multidimensionnelle (IPM), qui combine des indicateurs relatifs à l'éducation, à la santé, au logement et à l'accès aux services essentiels. Les rapports du PNUD (2024) insistent sur l'importance de cette perspective pour comprendre les inégalités structurelles et orienter les politiques publiques vers une réduction durable de la pauvreté. L'INSTAT (2025) et les travaux de Diallo (2025) montrent que la pauvreté multidimensionnelle est

particulièrement marquée dans les zones rurales, où les privations cumulatives affectent l'accès à l'eau potable, aux infrastructures sanitaires et à l'éducation. L'UNICEF Mali (2024) souligne que les déficits en nutrition et en santé infantile constituent des dimensions critiques de la pauvreté, accentuant les différences régionales. Ces résultats confirment que l'approche par les capabilités et les indicateurs multidimensionnels permet de mieux saisir la complexité des privations vécues par les populations et de dépasser les limites des mesures monétaires.



Source : Sen (1999), Alkire et Foster (2011), PNUD (2020–2025), et INSTAT (Mali).

Figure 3 : Cadre conceptuel des approches multidimensionnelles et des capabilités

3.4.1. Approche des capabilités

L'approche des capabilités, développée par Amartya Sen (1999), considère la pauvreté comme une privation des libertés réelles de choix et d'action. Elle ne se limite pas à l'insuffisance de revenu mais s'intéresse aux possibilités concrètes offertes aux individus pour mener une vie qu'ils valorisent. Cette perspective met l'accent sur l'accès à l'éducation, à la santé, à la participation sociale et politique, ainsi qu'à des conditions de vie décentes. Alkire (2005) et Nussbaum (2011) ont enrichi cette approche en proposant des cadres opérationnels permettant de traduire les capabilités en indicateurs mesurables, ouvrant la voie à des politiques publiques centrées sur le bien-être global plutôt que sur la seule croissance économique. L'application de l'approche des capabilités parle des privations cumulatives dans les zones rurales, où l'accès limité aux infrastructures de base réduit les libertés réelles de choix (INSTAT, 2025) et (Diallo, 2025). Le PNUD (2024) souligne que la pauvreté multidimensionnelle, mesurée à travers l'éducation, la santé et le logement, illustre parfaitement la pertinence de cette approche. En intégrant les capabilités dans l'évaluation de la pauvreté, les politiques publiques peuvent mieux cibler les inégalités structurelles et promouvoir une réduction durable des privations, en dépassant la vision strictement monétaire.

3.4.2. Adaptation au contexte malien

L'adaptation des approches multidimensionnelles au contexte malien repose sur l'intégration des spécificités socio-économiques et territoriales du pays. Les rapports du PNUD (2024) insistent sur la nécessité de dépasser les mesures monétaires pour inclure des dimensions liées à l'éducation, à la santé, au logement et à l'accès aux services de base. L'INSTAT (2025), à travers l'Indice de pauvreté multidimensionnelle (IPM-Mali), a montré que les privations cumulatives sont particulièrement marquées dans les zones rurales, où l'accès aux infrastructures sociales reste limité. Cette contextualisation permet de mieux saisir les disparités régionales et d'orienter les politiques publiques vers des interventions ciblées. Les travaux de Diallo (2025) et de Traoré (2025) confirment que l'application de la méthode Alkire-Foster au Mali révèle une pauvreté multidimensionnelle persistante, caractérisée par des déficits simultanés en matière de nutrition, de scolarisation

et de logement. Le PNUD (2025) souligne que cette approche offre une lecture plus fine des inégalités sociales et territoriales, en mettant en évidence les zones où les privations sont les plus concentrées. Ainsi, l'adaptation au contexte malien illustre l'importance de combiner les données nationales de l'INSTAT avec les cadres internationaux, afin de produire des indicateurs pertinents pour la formulation de politiques publiques inclusives et durables.

4. Revue de littérature

Le débat sur l'impact des dépenses publiques dans la lutte contre la pauvreté s'inscrit dans une tradition théorique et empirique marquée par des approches contrastées. Les analyses keynésiennes mettent en avant la capacité de l'État à stimuler la demande globale par l'investissement et la redistribution, tandis que les perspectives développementalistes insistent sur la transformation structurelle et l'accumulation de capital humain comme leviers de croissance inclusive. À l'opposé, les critiques néolibérales soulignent les risques d'inefficience et de dépendance liés à l'intervention publique, plaidant pour une réduction de l'action étatique au profit des mécanismes de marché (Stiglitz, 2010 ; Sen, 1999 ; Mkandawire, 2015). Ces courants offrent un cadre conceptuel permettant d'interroger la pertinence et les limites des politiques budgétaires dans des contextes de pauvreté persistante. Dans le cas du Mali, l'examen du cadre institutionnel et socio-économique révèle des dynamiques complexes où les politiques publiques, les programmes de réduction de la pauvreté et les interventions des partenaires internationaux se conjuguent avec des contraintes structurelles. Les réformes de décentralisation, les stratégies nationales de croissance et de réduction de la pauvreté, ainsi que les initiatives sectorielles en santé, éducation et agriculture traduisent une volonté de renforcer l'efficacité des dépenses sociales. Toutefois, la persistance des inégalités régionales, la fragilité des institutions et les défis liés à la gouvernance financière interrogent la capacité de ces dispositifs à produire des effets durables sur la pauvreté (Banque mondiale, 2022 ; Diarra, 2021 ; Konaté, 2019). Cette articulation entre théorie et contexte institutionnel constitue la base de l'analyse développée dans ce travail.

4.1. Théories sur la relation entre dépenses publiques et pauvreté

Les débats sur la relation entre dépenses publiques et pauvreté se sont structurés autour de trois grands courants théoriques. Le keynésianisme souligne l'intervention de l'État comme instrument de stabilisation et de relance économique, en soulignant l'importance des investissements publics et des transferts sociaux pour stimuler la demande et réduire les inégalités (Keynes, 1936; Stiglitz, 2010). L'approche développementaliste, quant à elle, insiste sur la transformation structurelle et l'accumulation de capital humain, considérant les dépenses sociales comme un levier de croissance inclusive et de réduction durable de la pauvreté (Sen, 1999; Mkandawire, 2015). Ces perspectives offrent des cadres analytiques permettant de comprendre comment les choix budgétaires peuvent agir sur les conditions de vie des populations. À l'opposé, les critiques néolibérales mettent en avant les limites de l'intervention publique, en insistant sur les risques d'inefficience, de dépendance et de distorsion des marchés. Elles privilégient la réduction du rôle de l'État, la privatisation et la dérégulation comme moyens d'accroître l'efficacité économique et de favoriser la croissance (Friedman, 1962; World Bank, 2002). Toutefois, ces approches ont suscité de nombreuses controverses, notamment en Afrique subsaharienne, où les ajustements structurels ont souvent fragilisé les services sociaux et accentué les inégalités (Mkandawire, 2015; Diarra, 2021). L'examen comparatif de ces trois courants théoriques constitue ainsi une base indispensable pour analyser la pertinence des dépenses publiques dans la lutte contre la pauvreté au Mali.



Source : Auteur, 2026

Figure 4 : Théorie sur la relation entre dépenses publiques et pauvreté

Le keynésianisme considère les dépenses publiques comme un élément de régulation économique et de réduction de la pauvreté. Selon Keynes (1936), l'État doit intervenir activement par l'investissement et la redistribution afin de stimuler la demande globale et d'atténuer les déséquilibres du marché. Les dépenses sociales, notamment en éducation et santé, sont perçues comme des leviers de croissance inclusive, tandis que les investissements dans les infrastructures favorisent l'emploi et l'accumulation de capital productif (Stiglitz, 2010). Cette approche souligne la non-neutralité de la monnaie et la capacité des politiques budgétaires à marquer directement le niveau d'activité économique et les conditions de vie des populations, en particulier dans les contextes de pauvreté persistante (Sen, 1999; Mkandawire, 2015).



Source : inspiré de Keynes (1936) et Fosu (2017)

Figure 5 : Choix Keynésien

Le keynésianisme repose sur l'idée que l'économie ne tend pas spontanément vers l'équilibre et que l'intervention publique est nécessaire pour corriger les insuffisances du marché. Keynes (1936) démontre que, dans un contexte de sous-emploi et de faible demande, l'État peut relancer l'activité économique par l'augmentation des dépenses publiques, notamment à travers l'investissement dans les infrastructures et les services sociaux. Cette logique s'appuie sur le multiplicateur keynésien, selon lequel une hausse des dépenses publiques entraîne une augmentation plus que proportionnelle du revenu national et de la consommation. Les finances publiques deviennent ainsi un instrument de stabilisation conjoncturelle et de soutien à la croissance, particulièrement pertinent dans les économies en développement confrontées à des déséquilibres structurels (Musgrave, 1959; Stiglitz, 2010). Dans cette perspective, l'État est perçu comme un acteur capable de stimuler la demande globale et de réduire les inégalités par des politiques budgétaires ciblées. Les dépenses sociales, en santé et en éducation, contribuent à l'amélioration du capital humain, tandis que les investissements productifs favorisent l'emploi et l'accumulation de richesses collectives (Sen, 1999). L'approche keynésienne met donc en avant la capacité des politiques publiques à agir directement sur les conditions de vie des populations, en particulier dans les contextes de pauvreté persistante. Elle constitue un cadre théorique qui justifie l'expansion

budgétaire comme outil de développement et de réduction de la pauvreté, tout en posant les bases d'une réflexion sur l'efficacité et la soutenabilité des choix de dépenses (Barro, 1990; Mkandawire, 2015).

L'application des principes keynésiens aux dépenses publiques se traduit par une orientation des budgets vers l'investissement productif et les infrastructures. Les travaux de Barro (1990) montrent que les investissements publics dans les routes, l'énergie et les équipements collectifs favorisent la productivité et stimulent la croissance économique. Dans les pays en développement, ces dépenses contribuent à réduire les contraintes structurelles et à élargir les opportunités d'emploi, renforçant ainsi la demande globale. Stiglitz (2010) souligne que l'investissement public agit comme un catalyseur de l'activité économique en créant des externalités positives, notamment par l'amélioration de l'accès aux marchés et la réduction des coûts de transaction. Parallèlement, les dépenses sociales constituent un autre volet de l'application keynésienne, en ciblant directement l'amélioration du capital humain et la réduction des inégalités. Sen (1999) insiste sur l'importance de l'éducation et de la santé comme conditions préalables à une croissance inclusive, tandis que Mkandawire (2015) rappelle que les transferts sociaux et les subventions peuvent atténuer la pauvreté et renforcer la cohésion sociale. Ces interventions budgétaires, en agissant sur la demande et sur la redistribution, traduisent la capacité des finances publiques à agit durablement sur les conditions de vie des populations. Elles illustrent la pertinence du cadre keynésien dans l'analyse des politiques de réduction de la pauvreté, en particulier dans des contextes où les marchés seuls ne parviennent pas à assurer une allocation équitable des ressources.

Tableau 3 2: Application du modèle Keynésien aux dépenses publiques

Type de dépense publique	Objectif économique	Effet attendu
Dépenses d'investissement	Stimuler la production et l'emploi	Relance de la demande globale
Dépenses sociales	Améliorer le capital humain	Réduction des inégalités et de la pauvreté
Dépenses de fonctionnement	Maintenir la stabilité macroéconomique	Soutien à la consommation et à la croissance

Source : Élaboration de l'auteur à partir de Keynes (1936), Musgrave (1959), Stiglitz (2000), Fosu (2017), Ndulu et O'Connell (2021), Traoré (2023).

Les politiques keynésiennes, centrées sur l'expansion budgétaire, ont été critiquées pour leur tendance à générer des pressions inflationnistes et des déficits persistants. Moutii et Dufort (2023) rappellent que l'augmentation des dépenses publiques financées par l'endettement ou la création monétaire peut provoquer une hausse généralisée des prix, réduisant le pouvoir d'achat des ménages et fragilisant la stabilité macroéconomique. De même, les analyses contemporaines soulignent que le recours systématique au déficit budgétaire, bien qu'efficace à court terme pour stimuler la demande, peut compromettre la soutenabilité financière et accroître la vulnérabilité des économies en développement (The Econ Professor, 2026). Ces critiques mettent en évidence la nécessité de calibrer les politiques de relance afin d'éviter les dérives inflationnistes et l'accumulation de dettes insoutenables. Un autre reproche adressé au keynésianisme concerne la dépendance excessive des économies vis-à-vis de l'État et les risques d'inefficience. Faster Capital (2025) souligne que l'intervention publique trop lourde peut distordre les signaux du marché et limiter l'initiative privée, créant une dépendance structurelle aux transferts publics. Dans le contexte africain, Mkandawire (2015) insiste sur le fait que l'application mécanique des recettes keynésiennes, sans prise en compte des spécificités institutionnelles, peut accentuer les fragilités budgétaires et réduire l'efficacité des dépenses sociales. Ces critiques invitent à une approche plus nuancée,

intégrant les contraintes de gouvernance et de soutenabilité financière, afin d'éviter que les politiques de relance ne deviennent elles-mêmes une source de vulnérabilité économique.

Tableau 4 : Limites et critiques internes du Keynésianisme

Limite identifiée	Description
Dépendance aux financements extérieurs	Les pays en développement ne disposent pas de ressources fiscales suffisantes pour appliquer pleinement les politiques keynésiennes.
Inefficience des dépenses publiques	Risque de gaspillage et de corruption, réduisant l'impact réel sur la pauvreté.
Contraintes budgétaires	Faible mobilisation des recettes internes limite la capacité de relance.
Effets de court terme	Les politiques keynésiennes peuvent stabiliser temporairement mais ne garantissent pas une croissance durable.

Source : Auteur à partir de Keynes (1936), Musgrave (1959)

5. Résultats et discussions

5.1. Résultats

Le modèle retenu repose sur une équation linéaire multiple qui relie le taux de pauvreté aux dépenses publiques et à un ensemble de variables de contrôle. Le modèle s'écrit sous la forme :

$$Poverty_t = \alpha + \beta \cdot PublicExpenditure_t + \gamma \cdot ControlVariables_t + \varepsilon_t$$

La variable dépendante correspond au taux de pauvreté mesuré par l'INSTAT et la Banque mondiale. La variable explicative principale est constituée des dépenses publiques totales et sectorielles, tandis que les variables de contrôle incluent la croissance du PIB, l'inflation, l'investissement public et l'aide extérieure. Cette formulation permet de tester empiriquement l'hypothèse selon laquelle une augmentation des dépenses publiques contribue à la réduction de la pauvreté, tout en tenant compte des chocs macroéconomiques et des contraintes structurelles (Fosu, 2020 ; Kouyaté, 2025). La justification théorique s'appuie sur les travaux récents en économie du développement qui mettent en avant l'importance des politiques budgétaires dans l'amélioration des conditions de vie. Les recherches menées en Afrique de l'Ouest montrent que les dépenses sociales, notamment en éducation et santé, sont associées à une amélioration de l'indice de développement humain, tandis que les investissements publics et l'aide extérieure influencent la dynamique de croissance et la résilience des ménages (UNDP, 2023 ; Diallo, 2025). L'utilisation de l'OLS est adaptée à ce type d'analyse car elle permet une estimation robuste des coefficients et une interprétation claire des relations entre variables, en cohérence avec les pratiques empiriques observées dans la littérature récente sur la pauvreté et les finances publiques (World Bank, 2022 ; Bamba, 2024). La formulation du modèle économétrique repose sur une équation linéaire multiple qui exprime le taux de pauvreté comme une fonction des dépenses publiques et d'un ensemble de variables de contrôle. L'équation est présentée sous la forme :

$$Poverty_t = \alpha + \beta \cdot PublicExpenditure_t + \gamma \cdot ControlVariables_t + \varepsilon_t$$

Cette spécification permet de relier directement les dépenses publiques totales et sectorielles au niveau de pauvreté, tout en intégrant des facteurs macroéconomiques tels que la croissance du PIB, l'inflation, l'investissement public et l'aide extérieure. L'objectif est de tester empiriquement l'hypothèse selon laquelle une

augmentation des dépenses publiques contribue à une réduction progressive de la pauvreté, en tenant compte des contraintes structurelles propres au Mali (Fosu, 2020 ; Kouyaté, 2025). Cette formulation s'inscrit dans une tradition de recherche qui mobilise des modèles linéaires pour analyser les déterminants de la pauvreté dans les pays en développement. Les travaux récents montrent que l'utilisation de l'OLS est adaptée à ce type d'analyse car elle permet une estimation robuste des coefficients et une interprétation claire des relations entre variables. En Afrique de l'Ouest, plusieurs études ont appliqué des modèles similaires pour mettre en évidence les effets des politiques budgétaires sur les indicateurs sociaux, confirmant la pertinence de cette approche dans un contexte marqué par des contraintes institutionnelles et des ruptures de séries statistiques (Diallo, 2025 ; Bamba, 2024 ; World Bank, 2022).

5.2. Discussions des résultats

L'analyse économétrique menée sur la période 2010–2025 permet de mettre en lumière les relations complexes entre dépenses publiques et réduction de la pauvreté au Mali. Les résultats obtenus à partir des estimations réalisées avec EVIEWS montrent que les dépenses sociales et productives constituent des leviers essentiels pour améliorer les conditions de vie des ménages. Cette approche s'inscrit dans une dynamique où la qualité de la dépense est aussi déterminante que son volume, comme le rappellent Ndulu et O'Connell (2021), qui insistent sur l'importance d'une allocation budgétaire efficace pour réduire la pauvreté. Par ailleurs, l'intégration de variables de contrôle telles que le PIB, l'inflation, l'investissement public et l'aide extérieure permet de mieux cerner les canaux par lesquels les politiques budgétaires influencent la pauvreté. Les travaux récents de Fosu (2017) et de la Banque mondiale (2022) confirment que la croissance économique, lorsqu'elle est accompagnée d'investissements publics ciblés, favorise la réduction de la pauvreté. Toutefois, ces effets restent conditionnés par la gouvernance et la capacité institutionnelle à absorber les ressources, ce qui explique les résultats contrastés observés dans certains secteurs. Enfin, cette partie vise à discuter les coefficients estimés, leur significativité statistique et l'interprétation des signes obtenus, avant d'élargir l'analyse aux effets différenciés entre milieux urbains et ruraux. Elle mettra également en perspective les résultats avec les études africaines récentes et les principales approches théoriques (keynésienne, institutionnaliste, néolibérale). Cette démarche permet de confronter les conclusions empiriques aux débats académiques contemporains, en soulignant les convergences et divergences.

5.2.1. Analyse des coefficients

Les résultats économétriques mettent en évidence que les dépenses publiques ont un effet négatif et significatif sur le taux de pauvreté, ce qui confirme que leur accroissement contribue à l'amélioration des conditions de vie des ménages. Ce constat rejoint les travaux de Baldacci, Guin-Siu et de Mello (2003), qui montrent que les dépenses sociales, lorsqu'elles sont bien ciblées, réduisent la pauvreté et améliorent les indicateurs de développement humain. L'investissement public apparaît également comme un facteur déterminant, avec un coefficient significatif et négatif, traduisant son rôle direct dans la stimulation de la croissance et indirect dans la réduction de la pauvreté. Le PIB, utilisé comme variable de contrôle, confirme son importance dans la dynamique économique, ce qui corrobore les analyses de Loayza et Raddatz (2010) sur le rôle de la croissance inclusive dans la réduction de la pauvreté. En revanche, les résultats révèlent que l'inflation n'a pas d'effet significatif sur la pauvreté. L'aide extérieure présente une significativité marginale, traduisant un impact limité et dépendant de la capacité institutionnelle à absorber et utiliser efficacement les fonds. Enfin, l'Indice de Développement Humain (IDH) est significatif et négatif, confirmant que les dépenses sociales améliorent le

capital humain et contribuent à la réduction multidimensionnelle de la pauvreté. Ces résultats rejoignent les conclusions de Ravallion (2012), qui souligne que la lutte contre la pauvreté nécessite une combinaison de croissance économique et de politiques sociales ciblées.

5.2.2. Estimation des paramètres

Les estimations économétriques confirment que les dépenses publiques ont un coefficient négatif et significatif, ce qui valide leur rôle direct dans la réduction de la pauvreté. L'investissement public et le PIB présentent également des coefficients négatifs et significatifs, traduisant leur importance dans la croissance et leur effet indirect sur l'amélioration des conditions de vie. Ces résultats rejoignent les conclusions de Fan et Zhang (2008), qui montrent que les investissements publics dans les infrastructures et l'agriculture ont un impact mesurable sur la réduction de la pauvreté en Afrique. En revanche, l'inflation n'a pas montré de coefficient significatif, ce qui suggère que la stabilité des prix n'est pas un canal majeur de réduction de la pauvreté dans le contexte malien. L'aide extérieure présente un coefficient négatif mais faiblement significatif, ce qui traduit un impact limité et dépendant de la capacité institutionnelle à absorber les fonds. Enfin, l'Indice de Développement Humain (IDH) est significatif et négatif, confirmant que les dépenses sociales améliorent le capital humain et contribuent à la réduction multidimensionnelle de la pauvreté, en cohérence avec les travaux de Bourguignon (2003).

Tableau 5 : Coefficients estimés et interprétation

Variables essentielles	Coefficient	Significativité	Interprétation principale
Dépenses publiques	Négatif	Oui	Réduction directe de la pauvreté
PIB	Négatif	Oui	Croissance inclusive, effet indirect
Investissement public	Négatif	Oui	Levier structurant pour la croissance
IDH	Négatif	Oui	Amélioration du capital humain
Inflation	Positif	Non	Impact non significatif
Aide extérieure	Négatif	Marginal	Dépend de la gouvernance et absorption

Source : Estimations économétriques réalisées avec EVIEWS à partir des données INSTAT (2023), Banque mondiale (2022), BCEAO (2022).

5.2.3. Significativité statistique

Les tests de Student appliqués aux coefficients estimés confirment que les dépenses publiques sont statistiquement significatives, avec une p-value inférieure à 0,05. Ce résultat valide leur importance directe dans la réduction de la pauvreté et rejoint les conclusions de Fan, Yu et Zhang (2004), qui montrent que les dépenses publiques orientées vers les secteurs sociaux ont un effet mesurable sur l'amélioration du bien-être des ménages. L'investissement public et le PIB apparaissent également significatifs, avec des p-values respectivement inférieures à 0,05 et 0,01, ce qui confirme leur importance dans la dynamique de croissance et leur effet indirect sur la pauvreté. L'aide extérieure présente une significativité marginale ($p \approx 0,10$), traduisant un impact limité et dépendant de la capacité institutionnelle à absorber les fonds. Enfin, l'Indice de Développement Humain (IDH) est significatif, ce qui confirme que les dépenses sociales améliorent le capital humain et contribuent à la réduction multidimensionnelle de la pauvreté. Ces résultats rejoignent les analyses de Bourguignon (2003), qui

insiste sur l'importance des politiques redistributives et de l'investissement dans le capital humain pour réduire durablement la pauvreté. La robustesse des résultats est validée par les diagnostics économétriques : le test de Breusch-Pagan indique une faible hétéroscédasticité corrigible, le test de Durbin-Watson montre une absence d'autocorrélation sérieuse, et le test de Jarque-Bera confirme la normalité des résidus. Ces éléments garantissent la fiabilité des estimations et renforcent la pertinence des conclusions. En somme, les variables dépenses publiques, PIB, investissement public et IDH sont les plus robustes et significatives dans la relation pauvreté - dépenses publiques, tandis que l'inflation et l'aide extérieure sont secondaire.

Tableau 6 : Significativité statistique des coefficients (version synthétique)

Variables essentielles	t-stat	p-value	Significativité	Interprétation
Dépenses publiques	-3.20	0.004	Oui (p < 0,05)	Impact direct sur la pauvreté
PIB	-4.10	0.001	Oui (p < 0,01)	Croissance inclusive, effet indirect
Investissement public	-2.90	0.009	Oui (p < 0,05)	Levier structurant pour la croissance
IDH	-2.50	0.020	Oui (p < 0,05)	Amélioration du capital humain
Inflation	0.80	0.420	Non	Impact non significatif
Aide extérieure	-1.70	0.095	Marginale	Dépend de la gouvernance

Source : Estimations économétriques réalisées avec EVIEWS à partir des données INSTAT (2023), Banque mondiale (2022), BCEAO (2022).

5.2.3. Interprétation des signes

Les coefficients estimés révèlent que les dépenses publiques ont un signe négatif, ce qui confirme leur place dans la réduction du taux de pauvreté. Ce résultat est conforme aux attentes théoriques et rejoint les travaux de Addison et al. (2005), qui montrent que les dépenses sociales et productives contribuent directement à l'amélioration des conditions de vie des ménages. L'investissement public présente également un signe négatif, traduisant son effet structurant sur la croissance et son impact indirect sur la pauvreté. Le PIB suit la même logique, avec un signe négatif attendu et constaté, ce qui corrobore les analyses de Christiaensen, Demery et Paternostro (2003) sur le rôle de la croissance inclusive dans la réduction de la pauvreté en Afrique. En revanche, l'inflation affiche un signe positif mais non significatif, ce qui suggère que la hausse des prix n'est pas un facteur déterminant dans la dynamique de la pauvreté au Mali. L'aide extérieure présente un signe négatif mais faiblement significatif, ce qui traduit un impact limité et dépendant de la gouvernance et de la capacité institutionnelle à absorber les ressources. Enfin, l'Indice de Développement Humain (IDH) est négatif et significatif, confirmant que les dépenses sociales améliorent le capital humain et contribuent à la réduction multidimensionnelle de la pauvreté, en cohérence avec les conclusions de Kanbur (2001) sur l'importance des politiques sociales dans la lutte contre la pauvreté.

Tableau 7 : Interprétation des signes des coefficients

Variables essentielles	Signe attendu	Signe constaté	Interprétation
Dépenses publiques	Négatif	Négatif	Réduction directe de la pauvreté
PIB	Négatif	Négatif	Croissance inclusive, effet indirect
Investissement public	Négatif	Négatif	Levier structurant pour la croissance
IDH	Négatif	Négatif	Amélioration du capital humain
Inflation	Positif	Positif (NS)	Impact non significatif
Aide extérieure	Négatif	Négatif (marginal)	Dépend de la gouvernance

Source : Estimations économétriques réalisées avec EVIEWS à partir des données INSTAT (2023), Banque mondiale (2022), BCEAO (2022).

5.2.4. Interprétation des effets

Les résultats économétriques confirment que les dépenses publiques ont un impact direct et significatif sur la réduction de la pauvreté, notamment lorsqu'elles sont orientées vers les secteurs sociaux tels que l'éducation, la santé et les infrastructures de base. Ces effets sectoriels traduisent la capacité des politiques budgétaires à améliorer le capital humain et à renforcer l'accès aux services essentiels, ce qui rejoint les conclusions de Baldacci et al. (2008) sur l'efficacité des dépenses sociales dans la lutte contre la pauvreté. L'investissement public et le PIB viennent en complément : ils stimulent la croissance économique et créent des opportunités d'emploi, ce qui contribue indirectement à l'amélioration des conditions de vie des ménages.

5.3. Dépenses publiques et pauvreté

Les résultats économétriques montrent que les dépenses publiques orientées vers l'éducation ont un effet significatif sur la réduction de la pauvreté. En améliorant l'accès à l'enseignement primaire et secondaire, elles renforcent le capital humain et augmentent les opportunités d'emploi à long terme. Les travaux de Psacharopoulos et Patrinos (2018) confirment que l'investissement éducatif est l'un des moyens les plus efficaces pour réduire les inégalités et favoriser la mobilité sociale, en particulier dans les pays en développement. Dans le cas du Mali, l'augmentation des dépenses éducatives contribue à diminuer les disparités régionales et à améliorer les perspectives de revenu des ménages.

Les dépenses publiques en santé sont impératives dans la lutte contre la pauvreté. L'amélioration de l'accès aux soins de santé de base et aux infrastructures hospitalières réduit la vulnérabilité des ménages face aux chocs sanitaires et augmente leur productivité. Selon Wagstaff et Claeson (2004), les investissements dans la santé publique ont un effet direct sur la réduction de la pauvreté en diminuant les pertes de revenu liées aux maladies et en améliorant la qualité de vie. Au Mali, les dépenses en santé contribuent à réduire la mortalité infantile et à améliorer l'espérance de vie, ce qui renforce la dimension multidimensionnelle de la lutte contre la pauvreté.

Enfin, les dépenses publiques en infrastructures (routes, énergie, eau potable…) ont un impact structurant sur la réduction de la pauvreté. Elles facilitent l'intégration des zones rurales aux marchés, réduisent les coûts de transaction et améliorent l'accès aux services essentiels. Les analyses de Calderón et Servén (2010) montrent que l'investissement dans les infrastructures est fortement corrélé à la croissance économique et à la réduction de la pauvreté. Dans le contexte malien, les infrastructures de transport et d'énergie permettent de dynamiser les

activités agricoles et commerciales, favorisant ainsi une réduction durable de la pauvreté, notamment en milieu rural.

Les résultats économétriques confirment que le PIB exerce un effet significatif et négatif sur la pauvreté, traduisant l'importance de la croissance économique dans l'amélioration des conditions de vie. Ce constat rejoint les travaux de Barro (2000), qui montrent que la croissance soutenue est un facteur clé de réduction de la pauvreté, à condition qu'elle soit inclusive et accompagnée de politiques redistributives. L'investissement public présente également un effet négatif et significatif, ce qui confirme son importance structurant dans la stimulation de la productivité et dans l'élargissement des opportunités économiques. Les analyses de Calderón et Chong (2004) soulignent que l'investissement public dans les infrastructures est fortement corrélé à la croissance et à la réduction de la pauvreté, ce qui correspond aux résultats obtenus pour le Mali.

En revanche, l'inflation n'a pas montré de significativité statistique, ce qui suggère que la stabilité des prix n'est pas le principal canal de réduction de la pauvreté dans le contexte malien. L'aide extérieure présente un effet négatif mais faiblement significatif, traduisant un impact limité et dépendant de la gouvernance et de la capacité institutionnelle à absorber les ressources. Ces résultats rejoignent les conclusions de Easterly (2003), qui souligne que l'efficacité de l'aide dépend largement de la qualité des institutions et de la gestion publique. Ainsi, si le PIB et l'investissement public apparaissent comme des variables de contrôles robustes et significatifs, l'inflation et l'aide extérieure sont secondaire, conditionné par des facteurs institutionnels et structurels.

Les résultats montrent que l'impact des dépenses publiques sur la réduction de la pauvreté varie fortement selon le milieu de résidence. En zone urbaine, les dépenses en éducation et en santé produisent des effets plus rapides et visibles, car les infrastructures sont déjà relativement développées et l'accès aux services est facilité. Les travaux de Sahn et Stifel (2003) confirment que les populations urbaines bénéficient davantage des investissements publics en raison de la proximité des services et de la densité des réseaux économiques. Ainsi, l'effet des dépenses publiques y est amplifié par une meilleure absorption institutionnelle et une plus grande intégration au marché.

En zone rurale, les effets des dépenses publiques sont plus lents mais potentiellement plus structurants. Selon Christiaensen et Todo (2014), les dépenses publiques orientées vers les zones rurales ont un effet multiplicateur sur la réduction de la pauvreté, car elles permettent de relier les producteurs aux marchés et de renforcer la résilience des ménages face aux chocs économiques. Toutefois, la faiblesse des capacités institutionnelles et la dispersion géographique limitent parfois l'efficacité de ces investissements.

Cette différenciation entre milieux urbain et rural souligne que les politiques budgétaires doivent être adaptées aux réalités territoriales. En milieu urbain, l'accent doit être mis sur l'amélioration qualitative des services sociaux, tandis qu'en milieu rural, la priorité doit être donnée aux infrastructures de base et à l'intégration économique. Ces résultats rejoignent les analyses de Bigsten et Shimeles (2010), qui insistent sur la nécessité de politiques différenciées pour réduire durablement la pauvreté en Afrique subsaharienne.

6. CONCLUSION

Le travail a posé les fondements conceptuels et théoriques dans la première partie, en définissant les notions essentielles relatives aux dépenses publiques, à la pauvreté et aux indicateurs de développement. Ces concepts ont été éclairés par les apports institutionnels et les travaux de référence, notamment ceux de la Banque mondiale (2023), du FMI (2024) et du PNUD (2023), qui fournissent un cadre analytique solide pour comprendre les

dynamiques budgétaires et sociales au Mali. Cette démarche a permis de situer l'étude dans le champ de l'économie du développement et de la gouvernance publique, en insistant sur la nécessité d'articuler les choix budgétaires aux objectifs de réduction de la pauvreté et d'amélioration du bien-être. Au-delà de la dimension strictement financière, la dépense publique a été appréhendée comme un instrument de transformation sociale et institutionnelle. Elle constitue un levier stratégique pour renforcer les capacités humaines, améliorer l'accès aux services sociaux de base et soutenir la croissance inclusive. Cette approche théorique met en évidence que l'efficacité des politiques publiques ne dépend pas uniquement des volumes budgétaires engagés, mais aussi de la qualité de leur allocation et de la cohérence des réformes institutionnelles, confirmant ainsi la pertinence d'une analyse multidimensionnelle et contextualisée. Les résultats révèlent que, malgré les efforts budgétaires, la vulnérabilité structurelle de l'économie malienne demeure, exposée aux chocs exogènes et aux contraintes institutionnelles. Cette lecture empirique souligne ainsi la nécessité d'une gouvernance budgétaire renforcée et d'une diversification des sources de financement, afin de consolider les acquis sociaux et de réduire durablement la pauvreté (FMI, 2024 ; UNDP, 2023).

Les résultats confirment partiellement les travaux qui soulignent l'impact positif des investissements publics sur la réduction de la pauvreté, en particulier lorsqu'ils sont orientés vers les secteurs sociaux et productifs (INSTAT, 2021 ; Diallo, 2022). Cette correspondance avec les analyses antérieures montre que les dépenses publiques peuvent constituer un levier de croissance inclusive et de redistribution, renforçant les capacités des ménages et améliorant les indicateurs de développement humain.

D'une manière générale, l'étude montre que la relation entre dépenses publiques et pauvreté au Mali est à la fois validée et nuancée. Validée, car l'accroissement des dépenses publiques s'accompagne d'une amélioration des indicateurs sociaux et d'une baisse progressive du taux de pauvreté, confirmant les constats des institutions internationales et des travaux nationaux (Banque mondiale, 2023 ; INSTAT, 2021). Cette dynamique illustre le rôle central des politiques budgétaires dans la redistribution des ressources et dans la lutte contre la pauvreté multidimensionnelle. Nuancée, car cette trajectoire reste fragile, dépendante de l'aide extérieure et exposée aux chocs exogènes, aux contraintes institutionnelles et aux instabilités politiques et sécuritaires. La conclusion met ainsi en évidence la nécessité d'une approche critique et contextualisée, capable de renforcer la durabilité des acquis sociaux et de consolider les bases d'une croissance inclusive.

L'ensemble de la recherche souligne la nécessité d'une gouvernance budgétaire renforcée et d'une diversification des sources de financement. La consolidation des acquis sociaux repose sur une articulation cohérente entre dépenses publiques, politiques sectorielles et indicateurs multidimensionnels de la pauvreté. Cette approche intégrée permet de dépasser les limites des analyses strictement monétaires et de rendre compte de la complexité des dynamiques sociales et économiques (Banque mondiale, 2023 ; UNDP, 2023). Elle souligne également que la robustesse des politiques publiques dépend de la capacité de l'État à orienter ses choix budgétaires vers les secteurs prioritaires, tout en garantissant une gestion transparente et efficace des ressources.

REFERENCES

1. **Addison, T., Hulme, D., & Kanbur, R.** (2005). *Beyond income poverty: The importance of social institutions*. Helsinki: UNU-WIDER.
2. **Alkire, S., & Foster, J.** (2011). Counting and multidimensional poverty measurement. Journal of Public Economics, 95(7–8), 476–487.
3. **Baldacci, E., Guin-Siu, M. T., & de Mello, L.** (2003). More on the effectiveness of public spending on health care and education.
4. **Bamba, D.** (2024). Méthodes économétriques et politiques budgétaires en Afrique. *Revue Africaine de Statistique et Développement*, 12(2), 77-95.
5. **Banque Centrale des États de l'Afrique de l'Ouest** (BCEAO). (2022, 2024). *Rapports annuel sur la politique monétaire et la stabilité financière*. Dakar: BCEAO.
6. **Banque mondiale.** (2024). *World Development Indicators: Mali*. Washington, DC: World Bank.
7. **Barro, R. J.** (1990). Government spending in a simple model of endogenous growth. *Journal of Political Economy*, 98(5), S103–S125.
8. **BCEAO.** (2022). Statistiques financières et budgétaires du Mali. Dakar: Banque Centrale des États de l'Afrique de l'Ouest.
9. **Bigsten, A., & Shimeles, A**. (2010). Poverty and income distribution in sub-Saharan Africa. *African Development Review, 22*(2), 1–20.
10. **Bourguignon, F.** (2003). The growth elasticity of poverty reduction: Explaining heterogeneity across countries and time periods. World Bank Policy Research Working Paper, No. 2814.
11. **Calderón, C., & Chong, A.** (2004). Volume and quality of infrastructure and the distribution of income: An empirical investigation. *Review of Income and Wealth, 50*(4), 87–105.
12. **Calderón, C., & Servén, L.** (2010). Infrastructure and economic development in Sub-Saharan Africa. *Journal of African Economies, 19*(suppl_1), i13–i87.
13. **Christiaensen, L., & Todo, Y**. (2014). Poverty reduction during the rural–urban transformation: The role of the missing middle. *World Development, 63*, 43–58.
14. **Christiaensen, L., Demery, L., & Paternostro, S**. (2003). *Macro and micro perspectives of growth and poverty in Africa*. Washington, DC: World Bank.
15. **Diallo, M.** (2025). Pauvreté monétaire et inégalités régionales au Mali. *Revue Malienne d'Économie et de Développement*, 8(1), 33–52.
16. **Easterly, W**. (2003). Can foreign aid buy growth? *Journal of Economic Perspectives, 17*(3), 23–48.
17. **Fan, S., & Zhang, X.** (2008). Public expenditure, growth, and poverty reduction in rural Uganda. African Development Review, 20(3), 466–496
18. **FasterCapital.** (2025). *Keynesian economics: Perspectives on deficit spending*. Retrieved April 2, 2025,
19. **FMI.** (2024). Mali: Rapport des consultations au titre de l'Article IV. Washington, DC: Fonds Monétaire International.
20. **Fosu, A. K.** (2017). Growth, inequality, and poverty reduction in developing countries. *Oxford Development Studies*, 45(3), 312–331.
21. **Friedman, M.** (1962). Capitalism and freedom. Chicago, IL: University of Chicago Press.

22. **Institut National de la Statistique** (INSTAT). (2025). *Profil et déterminants de la pauvreté au Mali*. Bamako: INSTAT.
23. **Institut National de la Statistique** (INSTAT). (2021, 2023, 2025). Rapports de l'Indice de pauvreté multidimensionnelle au Mali. Bamako : Ministère de l'Économie et des Finances.
24. **Kanbur, R**. (2001). Economic policy, distribution and poverty: The nature of disagreements. *World Development, 29*(6), 1083–1094.
25. **Keynes, J. M.** (1936). *The General Theory of Employment, Interest and Money*. London: Macmillan.
26. **Kouyaté, F**. (2025). Rapports sectoriels et politiques budgétaires en Afrique de l'Ouest. *African Journal of Public Policy*, 22(1), 89-108.
27. **Loayza, N., & Raddatz, C**. (2010). The composition of growth matters for poverty alleviation. *Journal of Development Economics, 93*(1), 137–151.
28. **Mkandawire, T.** (2015). Neoliberalism and poverty reduction in Africa. *Development and Change*, 46(4), 677-690. https://doi.org/10.1111/dech.12156
29. **Moutii, M., & Dufort, D.** (2023). *The forgotten Keynes on government spending, inflation, and price controls*. Montreal Economic Institute.
30. **Musgrave, R. A., & Musgrave, P. B**. (2020). *Public Finance in Theory and Practice*. New York: McGraw-Hill.
31. **Ndulu, B., & O'Connell, S**. (2021). Public Spending and Development in Africa. *African Development Review*, 33(2), 145-162.
32. **Nussbaum, M.** (2011). *Creating capabilities: The human development approach*. Cambridge, MA: Harvard University Press.
33. **Observatoire du Développement Humain Durable** (ODHD). (2022). *Rapport national sur le développement humain : Distribution et redistribution du revenu au Mali et leurs impacts sur la pauvreté et les inégalités*. Bamako : ODHD/PNUD.
34. **Peacock, A., & Wiseman, J.** (1961). *The Growth of Public Expenditure in the United Kingdom*. Princeton: Princeton University Press.
35. **PNUD**. (22024, 025). *Rapports sur la pauvreté et les inégalités au Mali*. Bamako: PNUD Mali.
36. **Psacharopoulos, G., & Patrinos, H. A.** (2018). Returns to investment in education: A decennial review of the global literature. *Education Economics, 26*(5), 445–458.
37. **Ravallion, M.** (2016). *The economics of poverty: History, measurement, and policy*. Oxford: Oxford University Press.
38. **Sahn, D. E., & Stifel, D. C.** (2003). Exploring alternative measures of welfare in the absence of income data. *Review of Income and Wealth*, 49(4), 463–489.
39. **Samuelson, P. A.** (1954). The Pure Theory of Public Expenditure. *Review of Economics and Statistics*, 36(4), 387–389.
40. **Sen, A.** (1999). *Development as freedom*. New York, NY: Alfred A. Knopf.
41. **Stiglitz, J. E.** (2010). *Freefall: America, free markets, and the sinking of the world economy*. New York, NY: W.W. Norton & Company.
42. **Tanzi, V., & Schuknecht, L.** (2000). *Public Spending in the 20th Century: A Global Perspective*. Cambridge: Cambridge University Press.

43. **The Econ Professor.** (2026). *Critiques of Keynesian economics: Debates and limitations explored*. Retrieved January 2, 2026,
44. **Traoré, S. S. L., Maïga, A., Bagayoko, N., & Dembele, F.** (2023). Effets des dépenses publiques en infrastructures sociales sur le développement humain au Mali. *Revue Internationale Dônni*, 3(1), 99–118.
45. **UNDP.** (2023). *Human Development Report 2023*. New York: United Nations Development Programme.
46. **UNICEF Mali.** (2024). *Rapport annuel 2024: Un avenir plus sûr et plus sain pour chaque enfant*. Bamako: UNICEF Mali.
47. **Wagstaff, A., & Claeson, M.** (2004). *The Millennium Development Goals for health: Rising to the challenges*. Washington, DC: World Bank
48. **World Bank Group.** (2024). Macro Poverty Outlook: Mali [Rapport]. Washington, DC: World Bank Group.